

# le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne; le refus des Front populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance :  
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris  
Versements :  
Chèque bancaire ou  
C.C.P. 2.202-22 Marseille

Abonnements :  
1 an : 30 F (300 FB)  
6 mois : 15 F (150 FB)  
pli fermé : 44 F et 23 F  
« programme communiste »  
1 an : 32 F (320 FB)

14<sup>e</sup> ANNEE — N° 230  
LE NUMERO : 1,50 FF  
15 FB - 1 FS  
du 6 au 19 nov. 1976.

FACE A L'IMPÉRIALISME :

## Action de classe et non action démocratique !

Le poids que l'impérialisme fait peser non seulement sur les prolétaires, mais aussi sur les couches intermédiaires de la société, engendre et renouvelle cycliquement, dans la presque totalité des métropoles capitalistes, une opposition démocratique petite bourgeoise à l'impérialisme.

Elle apparaît dans toute sa pureté lorsqu'elle exprime la résistance de certaines couches non prolétariennes à la centralisation toujours plus grande de l'Etat et à son poids toujours plus étouffant dans la société : c'est le cas avec le Syndicat de la magistrature ou avec les multiples associations de juristes et de policiers démocrates ou de défense de la culture ou de l'Université libérale.

Mais là où elle s'épanouit surtout, c'est sur un terrain où elle touche des revendications qui non seulement peuvent intéresser la petite bourgeoisie mais intéressent aussi nécessairement le prolétariat. Elle est particulièrement active dans la dénonciation des atrocités commises par l'impérialisme, que ce soit actuellement au Liban ou en Afrique du Sud, en Irlande ou en Amérique latine. C'est surtout elle qui a canalisé aux Etats-Unis les réactions contre la guerre du Vietnam. On l'a vue dernièrement en France dans la question de la solidarité envers les victimes du franquisme, dans l'« affaire » des comités de soldats où elle s'est essouffée avant de renoncer en pratique à ses buts quand l'opportunisme stalinien a refusé tout concours aux victimes de la répression bourgeoise, ou encore dans la lutte contre la répression envers les travailleurs immigrés.

Alors qu'on en est à peine au stade où commencent péniblement à émerger des avant-gardes prolétariennes, de nombreux groupes nés en réaction à l'opportunisme stalinien et social-démocrate présentent au prolétariat — dans les organisations plus ou moins ouvertes qui naissent pour remplir des tâches prolétariennes — toute une gamme de combinaisons de la lutte ouvrière avec cette opposition et les « personnalités démocratiques » qui l'incarnent comme un palliatif à l'absence d'une véritable force de classe; soit qu'ils proposent une alliance locale et temporaire avec elle; soit qu'ils prétendent l'utiliser comme un moyen destiné à exercer une pression sur les grands partis et syndicats « ouvriers »; soit enfin qu'ils présentent une telle alliance comme un jalon indispensable dans la reconstruction du mouvement ouvrier révolutionnaire. Il s'agit d'une habitude qui, comme l'appel systématique à l'opportunisme, s'est consolidée au point de devenir une « arme » normale dans l'arsenal des mouvements d'« extrême gauche ».

Or le résultat d'une analyse qui confronte, sans a priori faciles et antimarxistes, les

caractéristiques de l'opposition communiste et de l'opposition petite bourgeoise, permet de comprendre que la position qui tend à marier les deux n'a rien à voir avec le marxisme : elle ne rompt pas seulement avec lui sur le plan de la doctrine et du programme, comme de la tactique et de l'organisation; elle lui est diamétralement et irréductiblement opposée tant pour la préparation révolutionnaire du prolétariat que pour l'efficacité du but recherché dans l'immédiat.

★  
Pour le marxisme révolutionnaire, l'impérialisme est la phase suprême du capitalisme, et par conséquent l'antichambre du communisme : tout en portant à maturité la socialisation internationale de la production et la force qui a pour mission historique d'abattre le capitalisme, le prolétariat, il porte à leur paroxysme — au sens historique et non contingent du terme — les contradictions et les antagonismes matériels et politiques les plus essentiels au travers desquels le cataclysme révolutionnaire se fraie un chemin : antagonisme entre prolétariat et bourgeoisie, entre pays avancés et pays arriérés, entre pays impérialistes eux-mêmes. « L'aggravation des contradictions, écrivait Lénine voici soixante ans dans l'Impérialisme, est la plus puissante force motrice de la période historique de transition qui fut inaugurée par la victoire définitive du capital financier mondial. » Et, abordant la question cruciale de la lutte révolutionnaire, il ajoutait : « Est-il possible de modifier par des réformes les bases de l'impérialisme ? Faut-il aller de l'avant et approfondir les antagonismes qu'il engendre, ou en arrière pour les atténuer ? Telles sont les questions fondamentales de la critique de l'impérialisme. »

Dans sa marche « en avant », le marxisme révolutionnaire voit dans la « réaction politique sur toute la ligne » qui accompagne la bourgeoisie impérialiste « quel que soit [son] régime politique », dans l'oppression nationale et les tendances à l'annexion, le colonialisme et le militarisme, enfin dans la venue à maturité de l'opportunisme et sa mutation en social-impérialisme, des phénomènes irréversibles, déterminés matériellement et historiquement par les lois de fer de la concentration de la production, de la monopolisation et de la concurrence internationales des secteurs décisifs de l'économie sociale et du capital financier mondial. Il voit dans ce mouvement un appel à unir dans une

### DANS CE NUMERO

- Réunion générale du Parti (sept. 76), premier compte rendu sommaire des thèmes traités (1).
- A propos de l'« Unité populaire » et du PCR (ml) : Le « peuple en général », qui est-ce ?
- Les 40 heures, 40 ans après.
- Sur les cinq continents : Thaïlande, Pérou, Italie, Portugal, Rhodésie.
- Comment la CGT conçoit les luttes.
- Notes politiques : LCR, PCF.

armée combattante les forces que le devenir même du monde bourgeois dans les métropoles et les colonies pousse à s'aligner sur le front du combat suprême. C'est pourquoi, dans l'indispensable lutte contre les effets de l'exploitation et de l'oppression que l'impérialisme fait peser sur les masses laborieuses, le marxisme conduit son action au nom de l'antagonisme irréductible entre la classe ouvrière et la classe bourgeoise, en tirant de l'expérience même des masses des confirmations pour la démolition des mystifications bourgeoises et démocratiques et de l'illusion

(suite page 3)

## Sur les cinq continents

● En Thaïlande, répression à l'ombre de la « stratégie du ping-pong »

Les partisans de Mao peuvent se réjouir : le régime fort que feu le « grand timonier » suggérait au premier ministre thaïlandais Kukrit Pramoj pour contenir l'expansionnisme du « social-impérialisme » soviétique a été inauguré à Bangkok ! Que les Etats-Unis érigent ainsi un dernier rempart dans la péninsule indochinoise, peu importe : selon la pensée-Mao-tsé-tung, ce n'est pas Washington mais Moscou, voire même Hanoï, le pilier de la domination capitaliste mondiale. Que les prolétaires, les paysans et les étudiants radicaux qui rêvent d'une Thaïlande libre et républicaine soient de nouveau massacrés : dans la grande course aux zones d'influence asiatiques l'idéologie de la « libération nationale » et de la « lutte anti-impérialiste » que Pékin, à l'époque de sa révolution démocratique, agitait à l'adresse des pays du tiers-monde ne pèse guère. Ce qui compte, c'est la stratégie du ping-pong. Les successeurs de Mao n'ont pas à verser une larme sur les victimes du massacre.

C'est ainsi que concluent leur cycle — depuis 1948 en Europe, depuis le premier après-guerre dans l'aire afro-asiatique (pour ne pas parler de l'Amérique latine) — toutes les bourgeoisies révolutionnaires : instruments de progrès à l'origine, elles finissent comme instruments de conservation et de réaction.

La Maison Blanche et le Pentagone se frottent les mains. Ayant perdu la partie au Vietnam, ils l'emportent (pour l'instant) en Thaïlande. Allons, Hua Kuo-Feng, encore un « petit pas » en direction de Ford ou Carter !

● Au Pérou, le roi est nu

Dans l'histoire, les crises rejettent loin en arrière tout ce qui est conventionnel et dévoilent les traits profonds des classes, des régimes, des partis. Début de récession économique, déficit croissant de la balance des paiements, augmentation vertigineuse de la dette extérieure passée à 5 milliards de dollars, état virtuel de banqueroute de l'Etat, déclenchement de la spirale inflationniste et, par contrecoup, accentuation de l'agitation ouvrière et paysanne; telles sont les raisons qui ont amené le régime « révolutionnaire » péruvien, soi-disant anti-impérialiste et populaire, à accepter sans broncher en même temps qu'il établissait l'état d'exception et interdisait les grèves, les conditions économiques et financières du Fonds Monétaire International, en échange d'un crédit de 240 millions de dollars. Rappelons que le PCP justifie ces sacrifices demandés aux masses au nom de la révolution. Entre temps, sans la moindre escarmouche, les chefs militaires de cette « révolution blanche » ont été évincés par les militaires « conservateurs ».

Faisant le bilan de ces huit dernières années, Virgilio Roel, « ancien collaborateur du général Morales Bermudez (ancien premier ministre du régime) au ministère de l'économie, [...] affirme que le Pérou n'est pas moins dépendant qu'avant, et qu'il le serait même davantage » (Le Monde, 12-10-76). Ainsi donc, cette tentative impuissante de transformation bourgeoise « par en haut », qui n'a jamais eu d'autre objectif que d'empêcher et réprimer l'action révolutionnaire des ouvriers et des paysans péruviens, de renégocier avec l'impérialisme les termes du statu quo semi-colonial du pays et de forcer les propriétaires fonciers semi-féodaux à s'adapter aux conditions capitalistes d'exploitation sur le dos des masses travailleuses, quitte la scène, pacifiquement, sans même un baroud d'honneur. Et c'est cette « voie » qui aurait dû être, d'après le stalinisme latino-américain, et Fidel Castro lui-même, « un des étendards de la révolution latino-américaine » !

(suite page 2)

A propos de l'« Unité populaire » et du PCR (m.l.)

## Le « peuple en général », qui est-ce ?

Dans sa critique du projet de Programme d'Erfurt, Engels exigeait qu'on supprime du texte toute référence creuse au « peuple en général », parce qu'il voyait dans ce penchant à fondre le prolétariat « dans la masse des opprimés et des exploités » le danger d'un glissement hors de la voie classiste. On a vu depuis, particulièrement avec la dégénérescence opportuniste de la Troisième Internationale, la constitution des Fronts populaires et des blocs pour la Résistance, se réaliser cette tendance opportuniste jusqu'au bout et dans toutes ses conséquences : renonciation à toute indépendance de classe, abandon des buts finaux, trahison des luttes prolétariennes jusqu'aux plus immédiates, soumission du prolétariat aux intérêts supérieurs du peuple, c'est-à-dire à la bourgeoisie.

Il revient à des groupes maoïstes comme le PCR de tenter aujourd'hui de redonner un lustre à la

formule archi-usée d'« Unité populaire », comme si cette perspective pouvait servir de guide à la recons-

titution d'une force prolétarienne, comme si elle n'avait pas marqué dans l'histoire des cinquante dernières années la plus grande défaite que la classe ouvrière ait jamais connue.

Mais voyons de plus près ce que le PCR entend par « Unité populaire ». On lit sous ce titre dans le programme du deuxième congrès du PCR : « La situation des différentes classes et couches sociales crée les conditions, sous la direction du prolétariat, d'une solide alliance de classe contre la bourgeoisie pour l'instauration du socialisme... Dans

(Suite page 4.)

### RÉUNION PUBLIQUE A LILLE

Le samedi 27 novembre, 20 h 30, 27, rue Adolphe

LIBAN, AFRIQUE DU SUD

L'exigence de la solidarité prolétarienne



# Réunion générale du Parti (sept. 76) (1)

(premier compte rendu sommaire des thèmes traités)

Notre travail actuel sur le programme de transition — c'est-à-dire sur l'évolution des mots d'ordre et des indications tactiques du parti prolétarien au fur et à mesure de la maturation des conditions objectives et subjectives de la révolution — se relie à deux tâches essentielles auxquelles nous nous sommes consacrés ces dernières années :

1° la définition la plus « détaillée » possible des tâches tactiques du parti, sur la base de toute l'expérience historique du prolétariat et de la situation objective et subjective dans laquelle nous travaillons ; cette définition et cette étude ayant une valeur indépendante de la possibilité réelle de lancer des mots d'ordre proprement dits, pour lesquels il s'agit justement de préparer le terrain par des indications et des perspectives (qui peuvent d'ailleurs n'être pas univoques) ;

2° la critique et l'appréciation objective de courants et de mouvements se réclamant d'interprétations qui se prétendent non seulement révolutionnaires et prolétariennes mais plus précisément marxistes.

Rappelons un point central, qui n'est pas une découverte de ce travail récent, mais sur lequel la Gauche communiste italienne a été amplement calomniée : l'affirmation de l'invariance historique de la doctrine marxiste n'implique pas que la tactique et les revendications immédiates s'en déduisent automatiquement. Il ne s'agit pas, en particulier, de nier toute évolution dans la tactique et les revendications immédiates et tout choix du parti en rapport avec l'évolution des situations, dans le cadre de principes fixes et d'un « éventail de possibilités » prévues, comme il ne s'agit pas de renoncer à exclure certaines revendications adaptées à une période précédente.

L'opposition de la Gauche italienne à l'intérieur de l'I.C., basée entièrement sur la nécessité de fixer les limites des manœuvres et des mots d'ordre réalisables, ne doit pas être comprise comme l'affirmation selon laquelle il y aurait un catalogue de revendications toutes prêtes à avancer inlassablement et régulièrement dans toutes les situations, exactement comme les grands principes du communisme. Elle signifiait que le lien entre les buts, les principes, le programme et les revendications immédiates s'appuie sur certains objectifs en un sens « transitoires », en tant que conditions indispensables pour la direction par le parti du mouvement des masses, et non contradictoires avec tout le reste. Le lien entre les buts finaux et les objectifs partiels, comme en général entre « théorie » et « action », n'est pas immédiat et mécanique, mais dialectique (ce qui ne veut pas dire contradictoire).

Dans l'activité du parti en direction des masses, c'est-à-dire dans ses indications d'objectifs tactiques et dans certains moments précis, de revendications à obtenir par la mobilisation révolutionnaire, nous devons distinguer trois niveaux (distincts, mais, répétons-le, dialectiquement liés) :

1° les revendications partielles ;  
2° les mots d'ordre de mobilisation révolutionnaire ;

3° le programme des premières mesures du prolétariat au pouvoir pour la transformation et le contrôle de la société.

Notons qu'il y a un quatrième niveau, qui reste encore hors de la perspective visible et qui est celui des mesures socialistes au sens restreint du terme, c'est-à-dire le niveau des buts finaux.

La seconde réunion générale du Parti de l'année s'est tenue en septembre après des réunions préparatoires sur les rapports et avant une réunion d'organisation pour les sections locales. Deux grands thèmes y ont été traités : la question du programme de transition (qui implique la critique du « programme de transition » de Trotsky, mais ne s'y limite pas), et l'analyse du cours de l'impérialisme, et en particulier de la crise actuelle. Le premier rapport se rattachait d'une part aux réunions antérieures sur le 3<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste et sur les thèses sur la tac-

que (contemporaines et postérieures au 3<sup>e</sup> Congrès) défendues par la Gauche à la tête du Parti Communiste d'Italie, d'autre part à la réunion sur la révolution permanente d'après Marx et Lénine. Le deuxième rapport complétait, lui, le rapport développé présenté l'an dernier. Les deux exposés, très riches, ont été suivis avec beaucoup d'intérêt et d'attention par les camarades présents. Ils feront l'objet d'une publication détaillée dans notre presse. Nous en donnons un résumé sommaire dans ce numéro et dans le suivant.

Les trois niveaux ne coïncident pas ; et seul le parti révolutionnaire sait faire correctement la distinction qui échappe complètement aux immédiatistes, même de gauche. Les mots d'ordre qui ont été définis comme transitoires, et que nous pouvons simplement appeler « révolutionnaires » (à un moment précis) sont ceux du niveau 2. Le problème de la révolution c'est de passer du premier niveau au troisième (le pouvoir) à travers le second, compris non comme une « étape » intermédiaire, mais comme un maillon d'une chaîne unique.

Pour atteindre cet objectif — ce que l'histoire du mouvement prolétarien n'a permis que dans la Russie de 1917 — certaines conditions préliminaires, certains pré-supposés sont nécessaires, qui ne se limitent pas, bien sûr, à une situation objectivement critique pour la classe au pouvoir, ni à la « perfection » théorique atteinte par l'organisation politique prolétarienne, mais qui impliquent un troisième élément fondamental : un mouvement de classe influencé par le parti révolutionnaire. Le premier objectif du parti, et c'est là la condition même de tout le mouvement révolutionnaire à venir, n'est pas d'inventer de futurs mots d'or-

dre « de transition », mais de fixer son programme d'intervention dans les revendications partielles, pour atteindre la plus grande influence possible sur les masses en mouvement.

De ces considérations succinctes, il résulte que les objectifs généraux (à l'exception des objectifs très généraux) ne peuvent être appréciés non seulement indépendamment des principes, mais aussi indépendamment des situations historiques et du moment précis dans lequel ils sont lancés : en d'autres termes, il n'existe pas de revendications révolutionnaires en soi, et cela non seulement sur le terrain des améliorations économiques, mais également sur le terrain purement politique. Il suffit de rappeler à ce sujet la tactique du parti bolchevique à l'égard des soviets.

Les revendications ne peuvent prendre une signification révolutionnaire qu'en tant qu'elles sont insérées dans toute la perspective révolutionnaire prolétarienne, c'est-à-dire celle du parti de classe.

Le parti travaille dans une situation déterminée, au contact de la classe ouvrière, sur le terrain déjà « délicat » des revendications partielles (qui présentent presque toutes l'inconvénient de pouvoir être

comprises comme des « buts en soi »), et « tâte », à travers l'évolution de la situation dans le sens de la mobilisation ouvrière et à travers l'évolution du parti lui-même, la possibilité de passer à d'autres revendications, même de caractère politique, qui, à la fin du processus, prennent une valeur révolutionnaire, non pas à cause de leur contenu « socialiste » mais parce qu'elles permettent d'entraîner les masses dans le mouvement révolutionnaire guidé par le parti.

C'est cela l'expérience historique de la révolution d'Octobre et de toutes les tentatives révolutionnaires du prolétariat moderne. Et d'ailleurs c'est une des « lois » de toutes les révolutions : celles-ci ne se produisent pas du fait de la compréhension de principes, mais à cause de la nécessité d'affronter avec des moyens nouveaux des problèmes anciens, ceux que la société constituée ne parvient pas à résoudre.

Il s'agit donc de passer du plan général à une étude historique plus particulière. L'exposé a montré comment la théorie s'est trouvée confirmée par l'expérience de deux mouvements révolutionnaires fondamentaux : la révolution bolchevique et le mouvement communiste en Italie en 1921-22.

En rappelant quelques points de l'exposé de la réunion générale précédente sur la révolution permanente, on a retracé une partie du chemin du parti bolchevique de 1905 à 1917, devant les tâches que lui imposait l'évolution historique, débouchant sur les revendications de transition révolutionnaire — le pain, la terre, la paix —, qui avaient ce caractère parce que — en parallèle avec le pouvoir potentiel des soviets — elles impliquaient à ce moment-là le passage du pouvoir à une autre classe. On a cité comme un texte exemplaire pour cette démonstration l'article de Lénine La catastrophe imminente et les moyens de la conjurer, où ces mesures « reconnues nécessaires par tous » sont revendiquées non pour leur valeur révolutionnaire en général, mais parce qu'à ce moment précis, elles impliquaient un gouvernement prolétarien, la substitution du régime du prolétariat et des paysans à celui de la bourgeoisie et des grands propriétaires fonciers et parce qu'elles impliquaient et impliquent — répétons-le clairement contre toutes les interprétations « modernes » — la rupture avec le front opportuniste, la dénonciation ouverte de tout gouvernement « démocratique », de gauche, « ouvrier », progressiste, qui se révèle dans les faits incapable de réaliser même un quelconque programme d'urgence.

À propos de la situation italienne en 1922, on a noté la convergence théorique du P.C. d'Italie avec le parti bolchevique, et l'identité à peu près complète dans l'appréciation des classes et des forces en jeu.

(A suivre.)

## Action de classe et non action démocratique !

(suite de la page 1)

petite bourgeoise qui croit pouvoir « modifier par des réformes les bases mêmes de l'impérialisme », et en faisant de ces luttes, conduites et centralisées sur un terrain de classe, un entraînement pour la démolition des causes mêmes de l'exploitation et de la domination de classe.

L'opposition petite bourgeoise ne saisit pas dans le capitalisme et dans la polarisation des forces qu'il engendre matériellement, l'aspect révolutionnaire. Elle répond aux « questions fondamentales de la critique de l'impérialisme » d'une manière historiquement rétrograde, en faisant tourner « en arrière » la roue de l'histoire. Détachant la politique de l'impérialisme de ses racines économiques, et par conséquent de ses fondements dans le capitalisme, et évoluant dans les structures formelles et fictives du droit, elle rêve d'une restauration de formes économiques, sociales et politiques *bourgeoises* que par son développement même le capitalisme a été amené à enterrer en jetant malgré lui les bases objectives (mais rien qu'objectives) de sa propre démolition, et qui ont perdu depuis longtemps leur fonction révolutionnaire.

Toute son action se fait au nom de l'Homme et du Citoyen, non de la classe ; de la démocratie en général, non de la démocratie *prolétarienne* chère à Lénine, c'est-à-dire de la dictature des seuls travailleurs ; de la paix en général, non de la paix et de la guerre *révolutionnaires* qui naissent de la prise du pouvoir et mettent fin à la paix et à la guerre *impérialistes* ; des réformes de l'ordre économique, social et politique existant, non de sa *démolition* révolutionnaire. C'est pourquoi si elle peut soulever des revendications senties par les masses laborieuses à un moment donné — et nous reconnaissons volontiers que cela peut être un symptôme, mais rien de plus, de réactions que nous devons tendre à radicaliser — elle ne peut le faire

que d'une manière *abstraite*, sous la forme la plus inoffensive et acceptable par l'impérialisme, en cachant qu'on ne peut les obtenir que par l'action énergique de classe — et plus tard, l'action révolutionnaire — *contre* les forces et les institutions de l'Etat ; bref en trompant et en corrompant les ouvriers, en anesthésiant et en avilissant leur conscience et leur volonté de classe.

L'opposition petite bourgeoise n'est pas isolée par des barrières infranchissables des forces déterminantes de l'impérialisme et de l'opportuniste, bien au contraire. Mais elle ne se confond pas entièrement avec elles. Dans le cours des vicissitudes historiques, ces forces subissent des modifications, des rapprochements et des osmose, et des écartements, tout en maintenant un cap politique qui les fait converger à la défense de l'ordre établi contre le mouvement révolutionnaire. Ce qui donne à cette opposition ses contours parfois difficiles à cerner, mais en même temps, et ce n'est pas un paradoxe, son importance politique — une importance qui dépasse précisément son poids spécifique en tant que force agissante dans les affrontements sociaux — c'est le fait qu'elle fournit sous la forme la plus générale et la moins marquée par les intérêts privés, l'expression la plus achevée de la « démocratie pure » et de l'idéologie des réformes. Il s'agit là de points essentiels de ralliement de différentes forces pour la défense et la consolidation de la domination bourgeoise. La « démocratie pure » est, comme l'écrit Engels et le rappelle Lénine, le dernier retranchement contre-révolutionnaire. Quant à l'idéologie des réformes, composante essentielle de l'opportuniste, elle est loin d'être en opposition avec l'impérialisme, elle le sert et lui est même avantageuse, puisque, comme l'écrit encore Lénine, « rares sont les impérialistes avérés, cyniques » et que précisément « les publicistes bourgeois défendent généralement l'impérialisme sous une

forme quelque peu voilée » qui est celle des réformes et des aménagements de la rapine « démocratique » à l'extérieur et de l'oppression « démocratique » à l'intérieur. C'est aussi le caractère abstrait de cette opposition qui rend possible la manœuvre contre-révolutionnaire du centrisme — comme ce fut le cas avec le social-pacifisme de Kautsky pendant la première guerre — manœuvre qui consiste à châtrer les forces qui réagissent à des trahisons ouvertes du social-impérialisme en les mettant à la traîne, non pas directement de ce dernier, ce qui lui est précisément encore impossible, mais de l'opposition démocratique petite bourgeoise et pacifiste.

\*

Il est clair que l'union avec cette opposition ne peut se faire qu'en taisant les principes spécifiques de la lutte prolétarienne et en cautionnant ses principes politiques abstraits. Elle entre donc en contradiction ouverte avec les besoins de la préparation révolutionnaire. De plus, de par la nature et les possibilités de cette opposition, elle revient à déplacer le centre de gravité de l'action à mener du terrain de la lutte et des méthodes de classe vers le terrain de la légalité et des institutions, et doit nécessairement aboutir à la scission du prolétariat, en excluant du mouvement non seulement les prolétaires qui dénoncent dans la démocratie bourgeoise la meilleure enveloppe de la dictature du capitalisme, mais même les ouvriers combattifs qui se portent sur le terrain de la force collective de classe, et s'opposent instinctivement à sa prostitution démocratique.

Ainsi, les initiatives qui mélangent les deux méthodes finissent par donner aux organes qu'elles suscitent — comme cela a été le cas dans le mouvement de soutien aux soldats ou dans la campagne contre la répression en Espagne — non le caractère d'organes ouverts à tous les ouvriers qui reconnaissent le principe de la lutte de classe, sans

préjuger des voies de l'émancipation prolétarienne, mais celui d'organes ouverts aux forces et aux orientations — et même à certaines organisations — qui ne peuvent pas quitter le terrain bourgeois, mais fermés aux ouvriers d'avant-garde et à leur radicalisation. Les appels à cette opposition constituent un test de la capacité et de la volonté des forces politiques dont ils émanent à se porter sur le terrain de la lutte de classe, et à lutter pour la renforcer. Ils traduisent aussi leur aptitude à trancher dans un sens révolutionnaire l'antinomie qui existe entre l'alliance nationale avec cette opposition et l'alliance internationale que le prolétariat mondial doit tisser avec les peuples coloniaux en armes contre les institutions que l'opposition petite bourgeoise cherche à aménager et non à détruire.

Nous sommes loin d'être indifférents aux fissures que l'action de cette dernière peut provoquer dans le front des classes dominantes. Mais c'est en dénonçant devant les masses — et non en taisant — toutes les incohérences, les compromissions et les silences des « personnalités » qui disent défendre leurs intérêts qu'on peut le plus efficacement contraindre celles-ci à « agir », dans la mesure où elles sont capables de le faire, tout en conservant au parti révolutionnaire son indépendance politique et aux organisations ouvertes leur indépendance élémentaire de classe, indépendances nécessaires pour pouvoir « déborder » les oppositions non révolutionnaires, et même pour entraîner les meilleurs éléments qui les suivent parce que trompés par elles.

L'état de délabrement du mouvement ouvrier aujourd'hui ne fait que rendre plus urgente la nécessité de travailler à organiser la lutte *autonome* du prolétariat sous peine de stériliser les efforts prolétariens, de lutter pour ranimer sa confiance — et non sa méfiance — dans ses *propres* forces, celles qu'elle possède potentiellement et qu'elle devra se réapproprier pour s'émanciper.

Lisez et diffusez  
programme  
communiste  
communist  
program

